AÏN-DEFLA

Le développement local en débat à Khemis-Miliana

Dans sa volonté de s'ouvrir sur le monde environnant, de contribuer au développement local dans le cadre de sa spécificité, en apportant des éclairages scientifiques aux jeunes porteurs de projets, le département des sciences économiques du centre universitaire de Khemis-Miliana, dans la wilaya de Aïn-Defla, a organisé, jeudi dernier, une conférence qui a regroupé, outre un nombre important d'étudiants, les représentants des différents dispositifs opérationnels d'aide à l'insertion des jeunes (Ansej, Angem, Cnac et autre fonds de la zakat).

Par ailleurs, le constat qui se dégage dans la wilaya de Aïn-Defla est que le nombre des PME et PMI ne cesse de s'accroître, sans toutefois que cet accroissement implique une quelconque compétitivité dans les domaines de la production ou de la création. Tout le monde reconnaît pourtant que «dans le contexte mondial actuel, le seul moyen de protéger la production nationale, de donner naissance à un développement réel et durable et de créer de l'emploi est d'asseoir un tissu d'entreprises compétitives capables de maîtriser et les coûts de production et la mise sur le marché de produits de qualité concurrentielle. Aussi, le thème principal débattu a été axé sur l'efficacité des dispositifs institués en ce qui concerne leurs capacités à assurer le suivi, le contrôle et l'accompagnement avant, pendant et après la création ou la réalisation des projets. Pour permettre une évaluation objective, différents promoteurs titulaires de projets ont été conviés à cette rencontre. Ceux qui ont «réussi» n'ont pas jugé utile de faire profiter de leur expérience les candidats désireux s'investir dans des projets de création d'entreprises. Certains ont échoué, nous dit un organisateur de cette journée, quelques-uns d'entre eux sont poursuivis pour incapacité à rembourser les crédits contractés et n'osent pas se montrer.

Par ailleurs, ajoute notre interlocuteur, «les principaux opérateurs, comme la direction de l'agriculture ou le groupe régional de la Badr, n'ont eux aussi pas daigné répondre à l'invitation sous divers prétextes. Lors des débats qui ont suivi les interventions des représentants des différents dispositifs, malgré la profusion des statistiques au plan mondial et national projetées sur grand écran, nombreux parmi l'assistance n'ont pas caché leur scepticisme, reprochant à ces dispositifs leur chevauchement, leur lourdeur bureaucratique, la complexité des réglementations et des procédures et surtout la réticence des organismes financiers. L'exemple donné d'une étudiante d'El-Attaf est très significatif, il illustre l'état de fonctionnement de ces dispositifs dits d'appui : «Sur 55 dossiers de projets d'investissement déposés, 27 ont été agréés, 5 ont reçu les crédits sollicités, mais aucun n'a encore vu le jour.»

Pour les responsables de ces dispositifs, le bilan est très «positif». «Nous avons déjà organisé des regroupements similaires dans 10 wilayas et nous sommes arrivés à convaincre les promoteurs d'avoir la confiance dans les institutions administratives et financières. Tout comme on signale que les grandes contraintes restent les procédures fiscales et les systèmes de financement», dira un intervenant.

Toutefois, selon les chiffres avancés, en 2007, la wilaya de Aïn-Defla détenait la 20e place en ce qui concerne le nombre de PME avec 4 945, derrière la wilaya de Chlef qui en compte 7 704.

Karim O.

UNJA DE TIZI-OUZOU

Empoignades verbales entre les partisans de Madani et de Kaïs

L'assemblée générale élective de l'UNJA de Tizi-Ouzou, convoquée le 15 mai dernier par les partisans de l'ancien SG de l'organisation, Madani Mohamed, n'a pas eu lieu. Elle a été empêchée par les membres du bureau de wilaya de la même UNJA, par ailleurs membres de la mouhafadha FLN, partisans du nouveau SG, Tahar Kaïs.

A l'issue de deux heures d'empoignades verbales qui ont failli à maintes reprises tourner à l'affrontement physique, les services de sécurité, requis par le directeur de l'établissement, qui ont dû intervenir avec l'intention de faire évacuer la salle, se sont à leur tour heurtés au refus des organisateurs de l'AG, forts de l'autorisation accordée par la wilaya.

Entre les organisateurs mandatés par l'ex-SG, dégommé par les redresseurs lors du dernier congrès, disposant, par ailleurs, de l'autorisation de la wilaya, et les opposants, membres connus de l'organisation et de la mouhafadha FLN, qui contestaient la qualité de membres de l'organisation aux organisateurs de l' AG et à leur commanditaire, accusé d'avoir vendu l'imprimerie de l'organisation ainsi que les camps de vacances de Sidi Fredj et de Tigzirt, les services de sécurité, en civil et en tenue, étaient sérieusement embarrassés. Quel parti prendre, en effet, entre deux tendances présentant des documents et des arguments aux apparences légales. Les premiers, rappelons-le, mandatés par l'ex-secrétaire général et disposant d'une autorisation de la wilaya leur permettant de tenir leur assemblée élective, accusent leurs contradicteurs de vivre aux dépens de l'organisation et de l'avoir vidée de sa substance humaine.

Les seconds, présentent pour justifier leur contestation, leur qualité de membres du bureau de wilaya non associés à la convocation de l'AG, dénient la qualité de membres de l' organisation à leurs adversaires, les mettant au défi de présenter ne serait-ce qu'une seule carte d'adhérent, brandissant, également, comme argument massue, la condamnation de l'ex-SG de l'organisation, Madani Mohamed en l'occurrence, à six mois de prison ferme et un autre jugement par lequel la justice lui dénie la qualité d'ester ses adversaires en justice.

Enfin, les mêmes opposants critiquent non sans violence verbale l'attitude de la wilaya reflétant, à leurs yeux, un flagrant parti pris en accordant l'autorisation aux organisateurs de l'AG une semaine après leur avoir refusé, à eux, la possibilité de tenir un conseil national dans les mêmes lieux. Derrière ce parti pris, il y a, selon eux, des relents de régionalisme.

Les très vifs et violents échanges verbaux qui ont failli déraper à plusieurs reprises ont duré pas moins de deux heures, les uns s'efforçent de tenir malgré tout leur assemblée, les autres, prêts à en découdre, s'y opposaient violemment. L'arrivée de M. Allaoui, présenté par certains comme membre du bureau national mais qui ne figure pas sur la liste officielle dudit bureau, n'arrangera rien.

Sa tentative de prendre la parole au nom de la direction de l'organisation souleva de violentes protestations des opposants qui l'obligèrent à reporter l'assemblée à une date indéterminée.

B. T.

TIGZIRT-SUR-MER

Plan de mise à niveau de la pêche et de l'aquaculture

La Chambre de pêche et d'aquaculture de la wilaya de Tizi-Ouzou a organisé une journée d'information, mercredi dernier, au Centre culturel de la ville balnéaire de Tigzirt-sur-Mer, en présence des pêcheurs de la région et des autres partenaires périphériques de la profession, comme les organismes d'insertion des chômeurs.

La réunion ordinaire a permis au président de ladite chambre, M. Arezki Mahrour, de dévoiler à l'assistance le plan de mise à niveau de la pêche et de l'aquaculture pour l'année 2008.

Le plan organique porte essentiellement sur la restructuration et la modernisation de la filière ainsi que l'accompagnement des professionnels dans la réalisation de leurs projets d'investissement avec le soutien des organismes d'insertion comme l'Ansej, la Cnac ou l'Angem.

Outre les journées d'information avec de nombreux partenaires et la nécessité d'étendre la couverture des assurances sur les risques que rencontrent les professionnels, au chapitre de la formation, la même chambre prévoit «le lancement de classes spéciales de marins-pêcheurs et de capacitaires». En matière d'investissement, l'organisme en question envisage «la création d'un investissement au profit de la chambre dont la nature n'a pas été dévoilée». Les marins pêcheurs ont fait part, durant les débats, de leurs préoccupations comme la démolition prochaine de leurs baraques au niveau du port et l'indisponibilité d'un marché approprié pour l'écoulement des produits de la pêche.

Mohamed Ghernaout

AGHRIBS

Les bénéficiaires de logements sociaux attendent toujours

Douze mois après la publication de la liste d'attribution de logements sociaux dans la commune des Aghribs, 50 km à l'est de Tizi-Ouzou, les bénéficiaires attendent toujours les clés de leurs appartements. Cette liste, qui avait suscité de nombreux recours, n'a pas finalement subi de changement, apprend-on des autorités locales, mais sa mise en application traîne.

Les travaux de viabilisation seraientt à l'origine de ce blocage. Il serait question de la réalisation d'un bassin de décantation des eaux usées qui tarde à voir le jour faute d'une enveloppe financière, selon une source communale, qui ajoute que ce chapitre devait comprendre aussi les VRD, mais à ce jour, rien n'a été fait, mis à part le réseau d'assainissement. En attendant la mise en application de cette décision et eu égard au retard subi, les spéculations vont bon train. On parle d'une nouvelle liste de recours et d'une nouvelle commission d'attribution.

Une chose est sûre, l'attente n'a que trop duré pour les bénéficiaires parmi lesquels des cas considérés très urgents.

F. B.

MASCARA

Le président de l'APC de Zelamta fait confiance à ses électeurs

Aux confins de la wilaya de Mascara et à un vol d'oiseau de celle de Tiaret, se trouve Zelamta, appelée dans les années 1980 M'hamid, une commune entourée par une forêt dense oùpar le passé étaient organisées des battues. Ici, on n'a pas d'autres ressources que le travai de la terre. Y vivent dans cette localité plus de 5 000 habitants répartis entre le chef-lieu de la commune et les principaux douars, comme Gouadih et Gemalah qui verront leurs conditions de vie améliorées avec la réalisation d'un forage et les travaux de VRD engagés, à l'instar d'autres douars qui ont bénéficié de l'aménagement urbain. Aussi revient la préoccupation de l'impraticabilité des chemins ruraux. Et pour illustrer ce qui est attendu, on visitera le projet de revêtement du chemin communal reliant Hachem à la RN14 par Kelaila. Pour les besoins de la réhabilitation et l'entretien des routes, une maison cantonnière a vu le jour au douar El Malah.

Les citoyens se verront attribuer 20 logements sociaux dont le projet est en cours alors que les jeunes auront également dix locaux à usage professionnel. A la faveur de visites officielles, les habitants de ce type de contrée se concertent pour exposer leurs préoccupations. Même ici l'on semble avoir dépassé les revendications personnelles, d'ailleurs cela ne paie plus.

Alors quelque peu satisfaits, l'on fait état des difficultés que l'on rencontre par exemple au niveau du bureau de poste qui ne répnd plus à la demande citoyenne tant en termes de prestation que côté état des lieux ; la direction d'Algérie Poste a été sommée de faire le nécessaire pour rétablir les choses. Autour du président de l'APC, il y a consensus, et Habib Kellal, nullement dépaysé pour quelqu'un qui est ingénieur d'Etat et qui a occupé des postes de responsabilité au sein d'entreprises, nous dira : «Nous sommes confiants quant à l'avenir de notre commune avec les perspectives de développement qui s'offrent à elle. Chez nous.»

La solidarité est de mise quand il s'agit de se mobiliser autour de l'intérêt public.

En attendant l'arrivée d'un médecin à Remaïkia

Ce lieudit constitue une importante agglomération secondaire de la commune de Hachem qui est évaluée à 2 900 habitants environ. Là, il est question de faciliter la circulation entre les douars disséminés autour du chef-lieu de commune. Il sera procédé donc à l'entretien de chemins communaux au nombre de 5 afin de faciliter la scolarisation des enfants. Il est envisagé par ailleurs la réalisation de six salles de classe.

Quant à l'habitat rural, les aides attribuées sont assez conséquentes puisque la commune a bénéficié de 553 constructions entrant dans le cadre du programme quinquennal dont plus de 400 ont été achevées. La couverture médicale en ce lieu est inexistante. Le hic c'est qu'il y a bien un centre de santé mais point de médecin. Compte tenu de cette situation, le wali de Mascara interpellera le directeur de wilaya de la santé pour que les habitants aient droit au minimum à une consultation par semaine.

Le chef-lieu de commune distant de 5 km est pratiquement logé à la même enseigne puisque le médecin qui y est affecté n'y vient qu'une fois par semaine. Le secteur sanitaire de Tighenif qui a la charge de cette population, globalement estimée à plus de 22 000 citoyens, a été tenu de renforcer ses prestations. Par ailleurs, face à la demande citoyenne mettant en exergue la difficulté des enfants des douars à rallier l'école, il sera procédé à l'attribution d'un bus.

M. Meddeber